

Les notes de veille « Afrique » de l'IRSEM proposent une sélection des analyses de chercheurs sur l'actualité africaine du mois écoulé en matière de sécurité et de défense. Elles sont réalisées par [Sonia le Gouriellec](#), chargée d'études Afrique à l'IRSEM.



Sommaire

Maintien de la paix.....	1
Violence, conflits et terrorisme.....	3
Transition politique	4
Virus Ebola.....	5

MAINTIEN DE LA PAIX

Lise Morjé Howard, auteur de « [UN Peacekeeping in Civil Wars](#) », [interroge le succès des opérations de maintien de la paix](#) (OMP). Partant du constat qu'il y a vingt ans l'opinion publique américaine percevait les OMP comme des échecs, elle note qu'aujourd'hui, et d'après le dernier rapport du [Chicago Council on Global Affairs](#), cette perception s'est inversée. Cela fait échos aux derniers travaux académiques sur l'efficacité des OMP de l'ONU dans la protection des civiles : [Hultman, Kathman and Shannon 2013](#); [Kathman and Wood 2014](#), [Ruggeri, Gizelis and Dorussen 2013](#). Néanmoins, dans ses nouveaux travaux, Lise Morjé Howard interroge la perception qui domine aujourd'hui. Elle note qu'il existe un biais de sélection. Seules les OMP achevées sont étudiées, d'où cette impression générale de succès des opérations. Or sur les 16 opérations en cours, seule la MINUL au Libéria a un bon bilan (et il est menacé par le virus Ebola), les autres missions ne parviennent pas à conclure leur mandat. Elle avance quelques hypothèses : plutôt que de clore la mission l'ONU préfère rester, comme en Haïti, au Kosovo ou encore en RDC. Surtout, l'ONU tente de maintenir la paix là où aucun accord de paix n'a encore été signé.

Ces travaux sont à mettre en lien avec ceux de [Séverine Autesserre](#), notamment son nouvel ouvrage « [Peaceland Conflict Resolution and the Everyday Politics of International Intervention](#) » sur les échecs des interventions de consolidation de la paix. Dans [The Duck of Minerva](#) elle explique sa méthode et sa thèse qui met en lumière le rôle quotidien des « *peacebuilders* ». Sur [RFI](#), elle donne ses recommandations : « *s'appuyer sur les partenaires* ».

locaux, (...) jouer sur l'acceptation par les populations locales pour assurer sa sécurité de façon plus efficaces que l'enfermement dans des bunkers, etc ».

Sur [African Arguments](#), Louisa Waught, chef de projet pour l'ONG [Conciliation Resources](#), émet des doutes quant au succès de la MINUSCA (*United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the Central African Republic*) en République centrafricaine. Le lancement de cette 8ème opération de maintien de la paix depuis 1979 serait la preuve de l'échec des OMP dans ce pays. Avec un budget généreux de 253 millions de dollars pour les six premiers mois, la MINUSCA doit relever de nombreux défis. Alors que la légitimité de la précédente mission, la MISCA, était largement entamé par des accusations d'abus, la MINUSCA n'est pas réellement une nouvelle mission puisqu'elle aborde les effectifs de la MISCA (à l'exception des troupes de Guinée équatoriale). [Landry Signé](#), professeur invité au *Center for African Studies* de l'Université Stanford est plus optimiste. Le large mandat de la MINUSCA qui prévoit d'intégrer des acteurs internationaux et locaux aux efforts de maintien de la paix, de réorganiser les forces de sécurité centrafricaines, de désarmer les rebelles, de restaurer l'Etat de droit et les institutions publiques devraient permettre d'assurer un processus de transition permettant la tenue d'élections démocratiques. Le chercheur explique que les élections sont présentées comme une étape essentielle pour [terminer une guerre](#), restaurer la sécurité et reconstruire l'Etat. Le Libéria est un modèle du genre. Néanmoins les élections doivent être organisées dans un environnement favorable, avec une réelle volonté politique des ex-belligérants de faire la paix, de participer et d'accepter le jeu politique, ce qui n'est pas le cas en République centrafricaine, qualifiée d'« [Etat fantôme](#) » (ICG) ou « [failli](#) » (Freedom House). De plus, la culture électorale y est absente. Hormis David Dacko en 1960 et Ange Felix Patassé en 1993, aucun président n'a été élu. La priorité est donc de reconstruire l'Etat, ce qui n'est possible que si le gouvernement de transition post-conflit, avec le soutien de la communauté internationale, parvenir à reconstruire la confiance à l'égard des institutions publiques ou encore assurer le désarmement et la réconciliation.

The *Brookings Institution* [publie une étude](#) sur les relations entre la construction de la paix, la prévention des conflits et les déplacements de populations au Libéria en mettant l'accent sur le rôle de l'armée et des forces de police. Selon James Shilue et Patricia Fagen les racines de la guerre civile (1989-2003) perdurent : l'exclusion politique, la marginalisation économique, les conflits ethniques et des tensions autour de la répartition des ressources. Les déplacements massifs de population pendant la guerre ont transformé les structures économiques et urbaines. Sans l'aide extérieure et le soutien de la communauté internationale le pays serait retombé dans un nouveau cycle de violence.

Toujours, sur le Libéria, [Rachel Storm](#) présente le panel auquel elle a assisté lors du dernier Congrès de l'American Political Science Association. Notamment les résultats des travaux d'[Alexandra Hartman](#) et de [Ben Morse](#) sur les raisons pour lesquelles les Libériens ont

accueillis des réfugiés ivoiriens pendant la guerre civile en Côte d'Ivoire. Au delà de l'approche ethnique éculée, ils ont démontré que du fait de leur propre expérience de la guerre, les Libériens ont accueilli par empathie des personnes de différents groupes ethniques ou de religions différentes.

VIOLENCE, CONFLITS ET TERRORISME

Le chercheur français Marc-Antoine Pérouse de Montclos publie une étude pour le Chatham House sur la [lutte contre Boko Haram](#) au Nigéria. Selon lui, les options stratégiques pour lutter contre ce groupe se réduisent. Le mouvement islamiste a beaucoup évolué en une décennie et il a achevé une phase de transition en 2014. Non violent à l'origine, il s'est transformé en 2009-2010 en un réseau terroriste, jusqu'à devenir une menace nationale. Néanmoins, si le groupe semble s'internationaliser, il est fortement ancré dans une confrontation avec l'Etat nigérian. De fait, une réponse internationale est inappropriée. Les objectifs de la mission des forces armées nigérianes dans le nord du pays doivent changer. Le seul moyen durable pour lutter contre Boko Haram serait de protéger les civils et pour cela l'armée doit réaménager ses priorités et des efforts visibles doivent être faits pour regagner la confiance des communautés.

La République centrafricaine est devenue un « [complexe conflictuel régional](#) » selon le [chercheur camerounais Kiven James Kewir](#). Les mouvements transfrontaliers de mercenaires et de milices, les circulations de réfugiés et l'immixtion des gouvernements voisins ont régionalisé ce conflit. A noter également que le site Irin propose une [présentation succincte des différents groupes armés](#) en République centrafricaine.

Quel est le coût de la violence ? 9.5 trillions de dollars par an, soit près de 11% du PIB mondial selon James Fearon et Anke Hoeffler. Dans leur étude, « [Conflict and violence. Assessment Paper. Benefits and Costs of the Conflict and Violence Targets for the Post-2015 Development Agenda](#) », sont considérées comme des violences : les guerres civiles, les homicides, les agressions et les violences contre les femmes et les enfants. Les violences les plus coûteuses seraient celles contre les femmes et les enfants (85% du coût total).

Qu'est ce qui motive des groupes armés à commettre des atrocités contre les civiles ? Ces actions seraient-elles en fait une stratégie rationnelle ? Les travaux menés par Reed M. Wood, professeur adjoint à l'Université d'Etat de l'Arizona et Jacob D. Kathman, professeur adjoint à l'Université de Buffalo, tentent de comprendre si les rebelles tirent un avantage stratégique de cette brutalité contre des civils et présentent [une partie de leurs résultats](#) sur le blog collectif *Monkey Cage*.

Le [président Obama a annoncé](#) que les Etats-Unis avaient l'intention de lutter contre Daech avec la même stratégie mise en œuvre en Somalie. Cette comparaison a étonné l'ACLED

(*Armed Conflict Location and Event Data Project*) qui [a publié des données](#) sur l'augmentation de la violence en Somalie depuis fin 2010.

[Alex Dick-Godfrey](#), directeur adjoint du *Council on Foreign Relations*, souligne la résilience du groupe Al-Shabaab. Certes ses capacités sont réduites mais le groupe conserve sa capacité de nuisance. Avec la mort de son chef, Ahmed Abdi Godane, le groupe est plus dangereux et moins prévisible. Pour [Thomas Tres](#), les vulnérabilités et les forces du groupes doivent être analysées d'après : son contrôle territorial, ses soutiens claniques, et ses capacités opérationnelles. Il note également le pragmatisme dont semble vouloir faire preuve le nouveau chef des Shabaab, Abu Ubeyda, en tentant de rassembler les [dissidents du groupe](#).

Qui sont les membres des groupes extrémistes ? Quelle trajectoires les mène à s'engager dans ces groupes ? Ce sont les questions qui guident les travaux d'Anneli Botha chercheuse à l'*Institute for Security Studies*. Elle étudie notamment le Kenya et la Somalie. Une première partie de son travail a été publié en septembre : « [Radicalisation in Kenya: Recruitment to al-Shabaab and the Mombasa Republican Council](#) ». Elle tente d'y comprendre pourquoi et comment des individus rejoignent le groupe terroriste Al-Shabaab et le groupe sécessionniste *Mombasa Republican Council* (MRC). Après avoir réalisé près de 150 entretiens auprès de personnes liées aux groupes ou de parents de membres, tous ressortissants kenyans, elle observe de grandes tendances dans les profils de ces jeunes radicalisés. L'une des conclusions de l'étude est que la stratégie de lutte contre le terrorisme adoptée par le gouvernement kenyan, et qui repose sur des arrestations de masse, le profilage racial et les exécutions extrajudiciaires, s'est avérée contre-productive. Selon la chercheuse, cette politique a radicalisée des dizaines, voire des centaines, de personnes.

TRANSITION POLITIQUE

Dans son rapport sur le Cameroun, l'[International Crisis Group](#) s'inquiète de la combinaison entre faiblesse de l'appareil de sécurité, pressions sécuritaires extérieures et mécontentements internes, alors qu'une transition politique ne semble pas engagée. L'octogénaire Paul Biya pourrait se représenter aux élections de 2018 et la fracture régime/société paraît de plus en plus conséquente. L'interaction entre stabilité du pays et transition politique risque de devenir un « cocktail déstabilisateur ». L'ICG recommande à l'opposition de renouer le dialogue et de s'accorder sur une profonde réforme politique et institutionnelle.

« Kabila restera t-il au pouvoir ? » Selon [Manya Riche et Kris Berwouts](#), trois options s'offrent au président congolais pour les élections de 2016 : « quitter ses fonctions ; briguer un nouveau mandat ; rester dans le cadre de son mandat actuel ». La communauté internationale aura un rôle à jouer pour « renforcer la qualité de la démocratie au Congo ».

VIRUS EBOLA

Selon [Cristina Barrios](#), le virus Ebola menace la sécurité et les perspectives économiques de toute la région. Pourtant les réactions face à la grippe aviaire et au SRAS ont montré qu'une réponse internationale coordonnée est efficace pour contenir la propagation du virus. La chercheuse de l'*European Union Institute for Security Studies* revient sur les réponses internationales apportées et les risques de propagation de la maladie. La lutte contre le virus Ebola a mis en évidence les faiblesses des systèmes de santé dans certains pays africains.

La *Rand Corporation Europe* s'est interrogée sur le [financement de la recherche médicale](#) sur le continent et dresse une cartographie du financement de la recherche sur les maladies négligées infectieuses et dues à la pauvreté. Pour l'*International Crisis Group*, le virus a créé un chaos inquiétant et les conflits civils pourraient refaire surface en Guinée, en Sierra Leone et au Libéria.

